

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS AU MOYEN-ORIENT

PAR

PIERRE RAZOUX (\*)

En bouleversant le *statu quo* régional qui prévalait jusque-là, les révoltes arabes de 2011 ont engendré une nouvelle course aux armements au Moyen-Orient comme la région n'en avait plus connu depuis la guerre Iran-Iraq (1980-1988) (1) et l'invasion du Koweït par Saddam Hussein (1990-1991). Depuis, cette région est redevenue la première consommatrice d'armes au monde, devant l'Asie du Nord et l'Asie du Sud-Est, pourtant gourmandes en commandes militaires.

La guerre froide qui oppose depuis 2003 Israël et l'Arabie saoudite à l'Iran, après l'invasion de l'Iraq par la coalition dirigée par les Etats-Unis et la chute de Saddam Hussein, qui jouait jusque-là le rôle de bouclier face aux ambitions des mollahs iraniens, a contribué fortement à alimenter cette frénésie d'achats d'armements. Elle s'est accélérée à l'été 2015, après la conclusion de l'accord sur le nucléaire entre l'Iran et le P5 + 1. La perspective de voir l'Iran réintégrer le concert des nations et gagner en légitimité régionale en se présentant comme le fer de lance de la lutte contre Daech a affolé les monarchies du Golfe qui assistent, mesmémorisées, à l'extension de l'influence de l'Iran dans toute la région. Dès lors, malgré la baisse de leurs revenus pétroliers, les monarchies arabes ont multiplié les contrats d'armements tous azimuts pour tenter d'acheter la bienveillante protection de leurs fournisseurs. De fait, leur politique d'acquisition d'armements répond bien davantage à une logique politique et géopolitique qu'à un impératif de cohérence opérationnelle. Toutefois, là comme ailleurs, la quantité n'est pas forcément gage d'efficacité, même si les souverains du Golfe dépensent des fortunes pour s'offrir le *nec plus ultra* de la technologie.

(\*) Directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM, France). L'auteur s'exprime à titre personnel.

(1) Cette guerre Iran-Iraq reste la matrice de la situation géopolitique qui prévaut aujourd'hui dans le Golfe.

## UN ELDORADO POUR LES MARCHANDS D'ARMES

A tout seigneur, tout honneur. Force est de constater la place dominante des industries d'armement américaines au Moyen-Orient en 2018. Les Etats-Unis exportent à eux seuls davantage d'armes vers cette région que l'ensemble des autres pays réunis. De 2013 à 2017, ils se sont engagés à livrer à l'Arabie saoudite (2), aux autres monarchies du Golfe et à Israël plus de 250 avions de combat – tout en étant bien placés pour la vente de 72 autres aux Emirats arabes unis (EAU) –, 190 hélicoptères, 5 550 chars et véhicules blindés – en plus de la modernisation de plusieurs centaines d'autres –, plus d'une soixantaine de batteries de missiles antimissiles (Patriot PAC-3 et THAAD), plusieurs dizaines de drones armés, sans compter plusieurs systèmes intégrés de surveillance et de commandement. Bien que le montant total de ces ventes d'armes n'ait jamais été communiqué, il pourrait dépasser les 300 milliards de dollars, si on agrège les estimations chiffrées du rapport 2017 du SIPRI de Stockholm (3). Le 20 mai 2017, Donald Trump, en visite à Riyad, a officialisé un contrat d'armement de 350 milliards de dollars sur dix ans, dont 110 en livraison immédiate, présenté comme le plus important conclu par Washington depuis la fin de la Guerre froide (4).

(2) En 2017, l'Arabie saoudite s'est imposée comme le deuxième importateur d'armement au monde (8,2% des importations mondiales de matériel militaire), derrière l'Inde (13%).

(3) Même si, selon ce même rapport du SIPRI 2017, les Etats-Unis demeurent, et de très loin, le plus grand dépensier militaire au monde.

(4) *New York Post* et Reuters, 21 mai 2017.

**Tableau 1 : Les contrats d'armement conclus par les monarchies  
du Conseil de Coopération du Golfe (période 2013-2017)**

Arabie Saoudite	EAU	Qatar	Koweït	Oman
<p><b>108 avions de combat</b> : 84 F-15E (US), 24 Typhoon (RU) ; 44 avions d'entraînement Advanced Hawk (RU) ; <b>132 hélicoptères</b> (US), dont 48 de transport CH-47F et 36 d'attaque AH-64E ; au moins 30 drones (AFS, CHI, ALL, US, ITA) + Achat annoncé de 300 drones armés chinois CH-4 ; 153 chars M1-A2S (US) ; 900 blindés LAV (CAN) ; 136 canons automoteurs Caesar (FR) ; 48 patrouilleurs (ALL) ; 5 sous-marins (ALL) et 4 destroyers lance-missiles de croisière MMSCV (US) en cours de négociation ; <b>600 missiles antimissiles Patriot PAC-3</b> (US) ; <b>systèmes antimissiles THAAD commandés</b> (US)</p>	<p><b>24 avions de combat F-16 block 60</b> (US) + <b>72 autres en cours de négociation</b> (Rafale vs F-35 vs F-18E vs Su-57) ; 3 Global 6000 AWACS (SUE) ; 20 avions d'entraînement MB-346 (ITA) ; 18 avions d'appui anti-insurrection AT-802 (US) ; 6 avions de patrouille maritime Dash-8 et Guardian 400 (CAN) ; 2 avions de transport stratégique C-17 (US) ; 5 avions de transport C-295 (Airbus) ; 36 hélicoptères d'attaque AH-64E (US) ; 15 hélicoptères CH-47 (US) ; au moins 40 drones de provenance multiple (US, AFS, ITA, CHI) ; <b>4 610 blindés légers</b> : 3 375 MaxxPros (US), 1 150 Caiman (US), 45 Oshkosh M-ATV (US) &amp; 40 Patria AMV (FIN) ; 12 lance-roquettes multiples M-142 HIMARS (US) ; modernisation de 135 BMP-3M (RUS) ; 6 patrouilleurs (ITA) ; 2 corvettes Gowind (FR) ; <b>12 batteries antimissiles THAAD</b> (US) ; 2 satellites de reconnaissance Falcon Eye (FR)</p>	<p><b>96 avions de combat</b> : 36 F-15E (US), 36 Rafale (FR), 24 Typhoon (RU-ALL-ITA) ; 24 hélicoptères de combat AH-64E (US) ; 3 Boeing-737 AWACS (US) ; <b>62 chars Leopard 2A7</b> (ALL) ; 24 canons howitzer PzH 2000 (ALL) ; 4 corvettes FSGHM (ITA) ; 2 patrouilleurs de haute-mer et 1 plateforme amphibie porte-hélicoptères (ITA) ; 17 patrouilleurs (TUR) ; système de défense côtier (FR) ; <b>10 batteries antimissiles Patriot PAC-3</b> (US)</p>	<p><b>60 avions de combat</b> : 32 F-18E Super Hornet (US), 28 Typhoon (RU-ALL-ITA) ; 30 hélicoptères Caracal (FR) ; 33 blindés BMP-3 (RUS) et 12 Fuchs (ALL) ; modernisation des chars M1-A2 Abrams (US) ; <b>6 batteries antimissiles Patriot PAC-3</b> (US)</p>	<p><b>12 avions de combat</b> Typhoon (RU-ALL-ITA) ; 8 avions d'entraînement Advanced Hawk (RU) ; 2 hélicoptères NH-90 (FR) ; 4 patrouilleurs (SIN) ; systèmes de surveillance (FR) ; <b>système antimissiles THAAD commandés</b> (US)</p>
<p>Abréviations : AFS : Afrique du Sud ALL : Allemagne CAN : Canada CHI : Chine COR : Corée du Sud FR : France ITA : Italie RU : Royaume-Uni RUS : Russie SUE : Suède SIN : Singapour TCH : République tchèque UKR : Ukraine US : Etats-Unis</p>				
<p><b>Pas d'achat d'armement majeur par Bahreïn</b></p>				
<p><b>Total</b> : 300 avions de combat (plus 72 autres en cours de négociation) , 90 avions d'entraînement et d'appui-feu, 215 hélicoptères, 20 avions de surveillance et de transport, 70 drones (300 autres commandés), 215 chars (plusieurs centaines d'autres modernisés), 172 pièces d'artillerie, 5 555 blindés légers, 250 patrouilleurs, 6 corvettes, de même que 4 <i>destroyers</i> et 5 sous-marins en cours de négociation.</p>				

Source : IISS, *The Military Balance 2017*, Routledge, Londres, 2017 ; *Annual Report from SIPRI*, Stockholm, 2017.

Les industriels russes se placent en deuxième position, non pas en termes de montant, mais de volume. En quelques années, ils ont réalisé une percée spectaculaire sur le marché moyen-oriental, fournissant 72 avions de combat (dont 54 pour l’Égypte), une centaine d’hélicoptères (dont la moitié pour l’Égypte), plusieurs centaines de chars T-90 et de blindés BMP-3, de même qu’une cinquantaine de systèmes sol-air S-300. D’importants contrats portant sur des S-400 encore plus perfectionnés sont en phase avancée de négociation avec l’Égypte, la Turquie, l’Iran et même l’Arabie saoudite. Ces succès, largement dépendant de la recomposition des arsenaux syrien et iraquien, témoignent du retour en grâce du Kremlin au Moyen-Orient.

**Tableau 2 : Les contrats d’armement  
conclus par les principaux autres acteurs régionaux (période 2013-2017)**

Israël	Iran	Irak	Syrie
<b>50 chasseurs bombardiers furtifs F-35I</b> (US) : 12 livrés et opérationnels début 2018) ; <b>400 chars Merkava 4</b> (ISR) ; 300 blindés Namer (ISR) ; 1 sous-marin Dolphin 2 Type-800 (ALL) ; 4 frégates Sa’ar 6 (ALL) ; une <b>dizaine de batteries antimissiles Arrow 3 et David Sling</b> (US-ISR) ; au moins 5 batteries antimissiles Iron Dome (US-ISR) ; plusieurs satellites de reconnaissance et de communication (ISR) ; plusieurs dizaines de drones armés (ISR)	Modernisation de chasseurs bombardiers F-4 et F-5 (IRN) – Su-34 (RUS) en cours de négociation ; plusieurs dizaines de drones armés et de reconnaissance (IRN) ; <b>30 systèmes de missiles sol-air S-300</b> (RUS) – S-400 en négociation ; <b>au moins 40 missiles balistiques Shahab-3</b> (IRN) + quelques missiles balistiques Shahab-4 (Shahab-5 en phase de test) ; nombreux missiles tactiques (CHI) ; 5 frégates de classe Mowj (copies iraniennes d’anciens modèles britanniques) ; quelques sous-marins de poche (IRN)	<b>54 chasseurs bombardiers</b> : 36 F-16 Block 40 (US) et 18 Su-25K (RUS) ; 42 avions d’entraînement et d’appui léger : 24 FA-50 (COR) et 18 L-159 (TCH) ; 28 hélicoptères d’attaque Mi-28 et Mi-35 (RUS) ; 3 avions de transport An-178 (UKR) ; drones armés (CHI) ; 73 chars T-90 (RUS) ; 267 blindés Caïman (US) ; 800 missiles antichars Hellfire (US)	<b>Plusieurs centaines de chars T-90, de blindés BMP-3 et systèmes d’artillerie</b> (RUS) en remplacement de ceux détruits pendant la guerre civile ; plusieurs dizaines d’hélicoptères Mi-28 & Mi-35 (RUS) ; munitions et missiles tactiques en grande quantité (RUS + IRN) ; plusieurs batteries de missiles sol-air S-300 & S-400 (RUS) ; plusieurs dizaines de drones (IRN)

Source : IISS, *The Military Balance 2017*, Routledge, Londres, 2017 ; *Annual Report from SIPRI*, Stockholm, 2017.

En termes de montant financier, c’est la France qui tire son épingle du jeu en se plaçant deuxième, très loin cependant derrière les États-Unis. Les industriels français de l’armement ont vendu sur cette période 60 Rafale (dont 24 à l’Égypte (5), avec une option pour 12 supplémentaires),

(5) Les ventes d’armes à l’Égypte ne sont pas détaillées dans cet article car elles ont fait l’objet d’analyses précises dans notre article, « Nouveau panorama géopolitique en Afrique du Nord », *Annuaire français de relations internationales*, vol. XVIII, 2017.

32 hélicoptères (Caracal et NH-90), 136 canons Caesar, 2 bâtiments de projection et de commandement (BPC), 1 frégate multi-mission (FREMM), 6 corvettes et 3 satellites. Ils sont talonnés par les industriels britanniques et allemands. Les premiers ont paraphé la vente de 52 avions d'entraînement Advanced Hawk et de 88 avions de combat Typhoon, dont ils se partagent les bénéfices avec les seconds qui, de leur côté, ont vendu une centaine de chars Leopard 2 et de blindés (Fuchs et PzH2000), 48 patrouilleurs, 6 sous-marins et une dizaine de drones. Les Britanniques adoptent désormais une stratégie commerciale d'autant plus agressive qu'ils savent que le Brexit les condamne à conquérir de nouveaux marchés, que ce soit face aux Américains ou aux Européens. Pour leur part, les Allemands ont livré plus de 2 000 tonnes d'armement léger aux peshmergas kurdes de Syrie et d'Iraq, dont 1 500 fusils d'assaut, 300 mitrailleuses, 100 lance-roquettes, 100 missiles antichars Milan, 3 blindés légers et plus d'un million de munitions (6).

Les industriels italiens, engagés dans des processus de fusion multiples (création du groupe Leonardo), se tiennent en embuscade, utilisant leurs porte-hélicoptères *Cavour* et *Garibaldi* comme vitrines du savoir-faire transalpin, qu'il s'agisse d'industrie du luxe ou de défense. Les princes du Golfe ont ainsi pu faire un tour de Ferrari et de Maserati sur les ponts d'envol de ces deux bâtiments. Ces dernières années, l'Italie a concrétisé la vente de 20 avions d'entraînement MB-346, de 4 corvettes et de 8 patrouilleurs, tout en bénéficiant des royalties liées à la vente des chasseurs bombardiers Typhoon, dont elle participe à la fabrication.

D'autres pays se positionnent en *challengers*, gagnant des contrats modestes mais non moins significatifs : la Chine, qui s'impose comme le *leader* du marché du drone armé devant les Etats-Unis, le Canada (véhicules blindés), la Suède (avions de surveillance), Singapour (patrouilleurs côtiers et armement léger), l'Ukraine (avions de transport), la Corée du Sud (avions d'entraînement), l'Afrique du Sud (artillerie et blindés) et même la République tchèque (avions d'entraînement).

Pour les principaux Etats fournisseurs, les ventes d'armes au Moyen-Orient permettent de compenser les réductions des commandes nationales (7). L'analyse des tableaux 1 et 2 fait apparaître plusieurs constats. Tout d'abord, les quatre pays les plus dispendieux et voraces en armement sont l'Arabie saoudite, les EAU, le Qatar et Israël, loin devant tous les autres. Contrairement à bien des idées reçues qui pointent la menace militaire que ferait peser Téhéran sur Riyad et Tel-Aviv, les budgets de défense cumulés de l'Arabie saoudite, d'Israël et des EAU représentent plus de six fois celui de l'Iran, relativisant par là même la pseudo-supériorité militaire iranienne dans le Golfe (8). Ensuite, les monarchies du

(6) Deutsche Welle et Reuters, 17 août 2016.

(7) Tout particulièrement pour la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie.

(8) Le budget militaire saoudien (53 milliards de dollars en 2017) est à lui seul trois fois supérieur à celui de l'Iran.

Golfe ont diversifié leurs acquisitions d'armes, refusant de mettre tous leurs œufs dans le même panier américain, au grand dam de Washington. C'est tout particulièrement le cas du Qatar qui, ostracisé par l'Arabie saoudite et les EAU, cherche à se rassurer et à montrer à ses voisins impétueux sa volonté de se ranger sous les parapluies turc et occidentaux. L'Arabie saoudite achète également aux Européens et n'hésite plus à se tourner vers les Russes et les Chinois, pour bien faire comprendre à l'administration américaine que cette dernière doit donner des gages de son engagement auprès de l'équipe rajeunie au pouvoir, si elle veut améliorer ses positions. A cet égard, il convient de souligner que les promesses mirobolantes d'achat d'armes à la France par Riyad et Abou Dhabi ne se sont guère concrétisées (9), de même que le contrat français de 3 milliards de dollars d'équipement pour le Liban a jusqu'à présent été bloqué par l'Arabie saoudite. La Jordanie et le Liban n'ont acquis que peu d'armement lourd, généralement de portée symbolique : 50 blindés légers Mbombe d'origine sud-africaine pour la Jordanie ; 50 blindés légers Humvees, 40 canons, des stocks d'armes légères et 6 avions d'appui A-29 Super Tucano, tous d'origine américaine, pour le Liban.

Enfin, l'examen attentif des armements vendus ces dernières années dans la région montre l'effort très net porté sur les capacités de frappes en profondeur (par des chasseurs de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> génération, armés de missiles de croisière), de surveillance et de frappes ciblées (par des drones armés), mais aussi et surtout de détection et d'interception par des moyens antimissiles performants (Patriot PAC-3, THAAD, David Sling, Arrow 4, S-300). L'ensemble de ces matériels, à la fois très offensifs et défensifs, semble clairement s'inscrire dans la volonté de la plupart des acteurs régionaux de mettre en place des stratégies de dissuasion conventionnelle, privilégiant ainsi des politiques d'endiguement plutôt que d'agression ou de provocation, ce qui est plutôt une bonne nouvelle, laissant espérer un retour à une certaine forme de stabilité régionale. Cependant, dans le cadre de la nouvelle guerre froide que semblent vouloir promouvoir le président américain Donald Trump, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le prince-héritier saoudien Mohammed Ben Salmane, ces trois hommes se satisferont-ils de l'endiguement face à l'Iran ?

En termes d'équipement militaire, il convient de rappeler qu'Israël et l'Iran, très attachés à leur indépendance stratégique, misent principalement sur leur industrie nationale, ce qui ne les empêche pas d'acquérir des armements sophistiqués auprès de leur sponsor respectif : les États-Unis pour Israël et la Russie pour l'Iran. Depuis quelques années, les EAU développent eux aussi une industrie nationale d'armement (Emirates Defence Industries Company ou EDIC), tournée notamment vers le secteur du maintien en condition opérationnelle (MCO) des hélicoptères, des drones

(9) En cinq ans, la France n'a vendu que 136 canons Caesar – avec il est vrai d'importants stocks de munitions – à l'Arabie saoudite et 2 corvettes légères aux Emirats arabes unis.

et de l'armement léger, mais aussi du ré-étiquetage des armes d'origine chinois (10). Ils en font la promotion lors des salons IDEX (International Defence Exhibition), véritable kermesse de l'armement, dont la dernière en date s'est déroulée à Abou Dhabi du 19 au 23 février 2018.

DES ARSENAUX IMPRESSIONNANTS  
QUI NE REFLÈTENT PAS LA RÉALITÉ DES RAPPORTS DE FORCES

Sur le papier, les équipements des forces armées des monarchies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont impressionnants, dépassant de loin tout ce que leurs adversaires potentiels peuvent aligner. A elles seules, les monarchies du Golfe alignent trois fois plus de blindés, quatre fois plus d'avions de combat et dix fois plus de missiles sol-air et antimissiles que l'Iran, leur adversaire fantasmé. Si on intègre les livraisons planifiées de chasseurs bombardiers de dernière génération récemment achetés, les monarchies du Golfe bénéficieront d'un rapport de forces de 6 contre 1 face à l'Iran dans le domaine aérien, à échéance de 2020-2022. Et si on rajoute l'arsenal des forces armées israéliennes, on ne peut que constater le formidable avantage matériel dont disposent théoriquement les adversaires patentés de Téhéran, malgré les discours idéologiques tendant à surestimer grossièrement la menace militaire iranienne.

**Tableau 3 : Comparaison des principaux moyens militaires au Moyen-Orient (début 2018)**

	Israël	Monarchies arabes (ARS + CCG + Jordanie)	Iraq-Syrie-Liban (partenaires de l'Iran)	Iran
Troupes	520 000	480 000	360 000	450 000
Chars (+ autres blindés)	2 000 (5 000)	2 500 (6 000)	1 100 (3 000)	1 500 (1 250)
Avions de combat	315	700 (+330)	260	160
Systèmes antimissiles	+300	+1 000	20	30
Missiles balistiques	90	20	+100 (Hezbollah)	+300
Sous-marins	5 (+1)	- (+5)	-	3
Corvettes & frégates	3 (+4)	24 (+10)	2	7

Source : IISS, *The Military Balance 2017*, Routledge, Londres, 2017 ; cf. aussi le site Internet [globalfirepower.com](http://globalfirepower.com).

Au-delà de leur nombre et de leur armement récent (moins de 15 ans d'âge en moyenne), les forces armées du CCG souffrent de multiples faiblesses. Pour asseoir leur autorité et éviter tout coup d'Etat militaire, les familles régnantes ont pris grand soin de fragmenter et d'isoler les unes des autres les principales composantes des forces armées qui n'ont, de

(10) *Gulf News*, 19 fév. 2017.



ce fait, aucun caractère interarmées, limitant drastiquement leur efficacité. La notion même de chef d'état-major des armées et de synergie des moyens va à l'encontre des rivalités soigneusement entretenues entre forces terrestres, aériennes et navales. Bien souvent, lors d'un règne, l'un de ces trois services reçoit les faveurs du monarque, au détriment des autres. C'est particulièrement vrai en Arabie saoudite, où la situation se complique par l'existence d'une puissante garde nationale, dont les commandants successifs ont toujours cherché à étendre son influence.

De telles pratiques, aggravées par une carence d'exercices appropriés, expliquent les résultats très médiocres obtenus au Yémen par les armées saoudiennes et émiriennes depuis 2015, dans le cadre de l'opération « Restauration de l'espoir » lancée par le prince héritier saoudien. L'absence volontaire de Livres blancs présentant clairement la stratégie de défense des monarques au pouvoir, qui considèrent que tout ce qui relève de la défense de leur royaume ne dépend que d'eux, concourt aux mêmes errements.

En l'absence de conscription réellement appliquée – sauf aux EAU qui tentent de l'appliquer avec plus ou moins de succès –, les effectifs des forces armées des monarchies du Golfe reposent essentiellement sur un volontariat souvent fonctionnarisé, sur des levées tribales (11) et, surtout, sur un nombre important de mercenaires à la motivation incertaine, qu'il s'agisse de Jordaniens, d'Égyptiens, de Marocains, de Yéménites, de Pakistanais ou même d'Occidentaux. Ces derniers se retrouvent souvent dans l'aviation et la marine pour mettre en œuvre les systèmes d'armes les plus sophistiqués. De nombreux militaires locaux se considèrent bien davantage comme des fonctionnaires titulaires d'une rente que comme des combattants prêts à se sacrifier pour l'intérêt national. Sans la présence de nombreux contractuels occidentaux, il n'est pas certain que les monarchies du CCG seraient en mesure de faire voler leurs nombreux chasseurs bombardiers. Et que dire du Qatar qui vient d'acheter 96 avions de combat ultramodernes en moins d'une année alors qu'il n'a qu'une quinzaine de pilotes de chasse, quand son sait qu'il faut au moins cinq ans pour former un pilote digne de ce nom ! Que deviendront tous ces avions en attendant et quelle sera leur valeur dissuasive ? Le constat n'est guère plus brillant dans les marines où de nombreux officiers, à part les Omanais, qui restent des marins dans l'âme, rechignent à s'éloigner plus d'une journée de leur port d'attache, limitant par là même considérablement le rayon d'action effectif des bâtiments. Au sein des forces terrestres, les anecdotes rapportées par les coopérants occidentaux sont légion pour pointer les insuffisances de l'entraînement, les situations ubuesques, la motivation aléatoire et l'inutilité de parcs entiers de blindés immobilisés et jamais ou peu utilisés.

Enfin et surtout, l'extrême diversité d'origine des matériels et leur manque d'entretien représentent un véritable cauchemar pour les

(11) Chaque tribu importante doit fournir un quota de volontaires.

logisticiens. A tel point que le taux de disponibilité des blindés, des aéronefs de combat et des navires de guerre constitue un secret bien gardé, que tous les experts estiment très inférieur à 50%, frisant parfois les 10%, sauf sans doute aux EAU, où le volontarisme militariste de ses dirigeants leur a valu le surnom de « Sparte du Golfe ». Aujourd'hui, le plus grand défi que doivent relever les armées des pays du CCG n'est donc pas celui de l'équipement, pléthorique et très moderne, mais bien celui de son entretien, de sa maîtrise et de sa cohérence d'emploi.

De l'autre côté du Golfe, l'Iran, soumis à un embargo international sur les ventes d'armes, fait face à des défis inverses. Ses forces armées sont très motivées et relativement bien entraînées et leur doctrine d'emploi paraît pertinente compte tenu des succès iraniens en Iraq et en Syrie face à Daech, mais leur équipement acquis auprès des Américains et des Britanniques à l'époque du Chah est totalement obsolète (12). A l'exception des blindés et des aéronefs acquis en Russie au tout début des années 1990, déjà vieux de plus de 25 ans, l'âge moyen des chars de bataille, des aéronefs de combat et des navires lance-missiles dépasse les 40 ans ! Même modernisés, ces armements sont aujourd'hui très inférieurs à ceux des autres armées de la région. Cela n'empêche pas les pasdarans et leur unité d'élite, la Force Al Qods, de se montrer très efficace dans la reconquête des territoires conquis par Daech. De l'avis général, y compris d'experts israéliens (13), la Force Al Qods et le Hezbollah – à la fois libanais et iranien – sont aujourd'hui les entités militaires les plus professionnelles et les plus performantes du Moyen-Orient, unités d'élite de Tsahal mises à part. Même si leur armement lourd est ancien, les forces armées iraniennes (armée régulière – Artesh – et Gardiens de la révolution – Sepah) disposent d'équipements légers de qualité, bien adaptés à leurs modes d'emploi privilégiant à la fois le combat de harcèlement et les modes d'action asymétriques. A l'instar de Tsahal, dont l'efficacité n'est plus à démontrer (14), les forces armées iraniennes sont les seules de la région à avoir développé de véritables stratégies opératives novatrices.

#### COMMENT SORTIR DE CETTE LOGIQUE CONFLICTUELLE ?

Si on met de côté la rivalité stratégique qui oppose l'Iran à Israël, mais aussi la question palestinienne sciemment instrumentalisée par les uns et les autres, les principales sources de tension au Moyen-Orient restent aujourd'hui liées à la guerre froide opposant l'Arabie saoudite à l'Iran. Celle-ci se manifeste tout le long de la ligne de friction qui oppose les intérêts géopolitiques de Riyad à ceux de Téhéran, du Liban jusqu'au Pakistan en passant par la Syrie, l'Iraq, les zones kurdes, le Koweït,

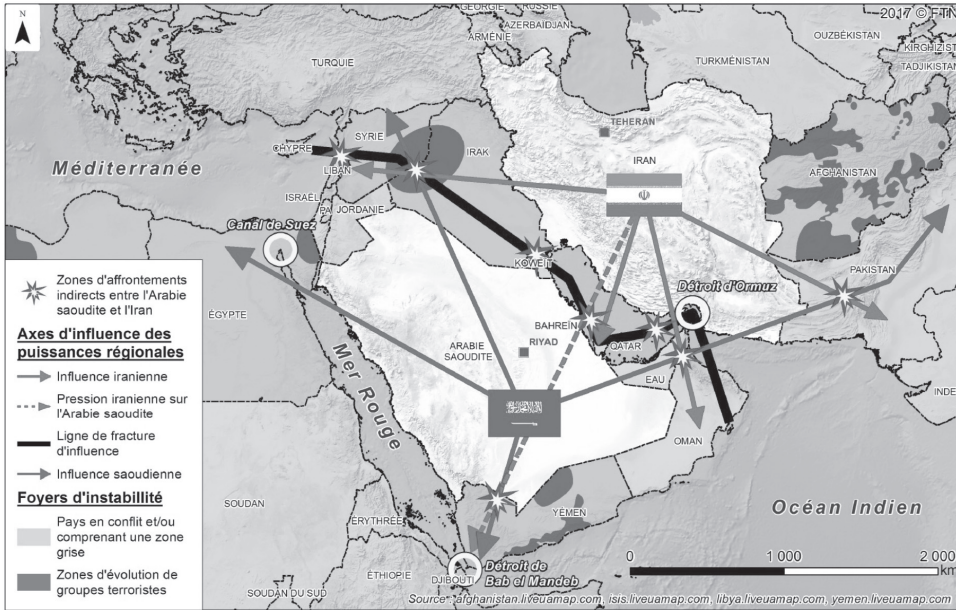
(12) D'autant plus que ces matériels ont été usés par les huit années de guerre Iran-Iraq (1980-1988).

(13) Avec lesquels l'auteur de cet article a pu s'entretenir à plusieurs reprises.

(14) Pierre RAZOUX, « Que retenir de l'opération israélienne Bordure protectrice de l'été 2014 contre Gaza ? », Note de recherche n°25, IRSEM, oct. 2015.

Bahreïn, le Qatar, les EAU (îles Tomb et Moussa) et Oman, ainsi que l'illustre la carte ci-dessous.

### Tensions régionales entre l'Arabie saoudite et l'Iran



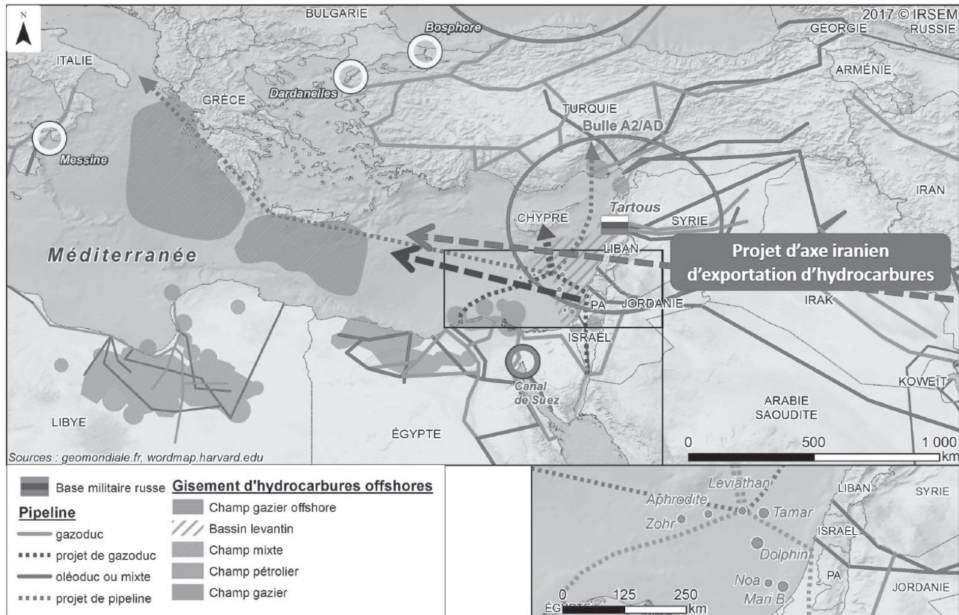
Concernant le Yémen, l'activisme iranien en soutien des Houthis ne correspond pas à la volonté de Téhéran de s'implanter dans ce pays, mais à celle de disposer d'un moyen de pression efficace contre le pouvoir saoudien, pour le contraindre à s'asseoir à la table des négociations. Un précédent historique existe : au début des années 1970, le Chah d'Iran a soutenu sans réserve la révolte kurde des peshmergas du clan Barzani, en Iraq, pour contraindre Bagdad à renégocier le statut du fleuve Chatt el-Arab dans un sens plus conforme aux normes internationales. Grâce à l'appui du Chah, les peshmergas kurdes ont sérieusement malmené l'armée iraquienne, forçant Saddam Hussein à signer l'Accord d'Alger avec le Chah, en 1975. Le pouvoir iranien a immédiatement cessé toute aide aux Kurdes irakiens qui, menacés d'écrasement, n'ont eu d'autre choix que de déposer les armes pendant une décennie. Il est très probable que si le monarque saoudien s'entendait avec l'Iran sur un partage d'influence régionale, Téhéran cesserait immédiatement son soutien aux Houthis yéménites. De même, l'avenir de l'épineuse question kurde passe par une entente entre Iraniens, Iraquiens, Turcs et Russes, ces derniers s'imposant comme les parrains les plus influents du régime syrien.

Certes, les scénarios pessimistes susceptibles d'aboutir à une conflagration régionale ne manquent pas. Cependant, dans la réalité,

personne n'a véritablement intérêt à ce qu'un tel cataclysme ne survienne, à part peut-être les éléments les plus radicaux des mouvances kurdes et palestiniennes, les djihadistes survivants en recherche d'une nouvelle cause, et un pouvoir saoudien menacé de fragmentation et tenté par là même par la fuite en avant. Tous les autres acteurs régionaux et globaux perdraient beaucoup plus qu'ils ne gagneraient à un tel embrasement. A commencer par l'Iran et Israël, qu'aucun différend territorial ou économique n'oppose, dont les sociétés se ressemblent, qui partagent des intérêts stratégiques de long terme et qui se méfient fondamentalement du monde arabe qui les sépare<sup>(15)</sup>. Ce sont en réalité les éléments les plus conservateurs, tant à Téhéran qu'à Jérusalem, qui ostracisent l'autre pour se maintenir au pouvoir sur la scène politique intérieure, alors même que la raison et l'économie commanderaient à ces deux Etats de s'entendre sur un *statu quo* pour miser à fond sur leur développement économique et énergétique, suivant une logique « gagnante-gagnante ». En effet, le corridor terrestre reliant désormais Téhéran à Beyrouth devrait permettre aux Iraniens d'exporter une partie de leurs hydrocarbures vers l'Europe et la Méditerranée, à travers des *pipelines* transitant par l'Iraq, la Syrie et le Liban. L'apaisement des tensions au Levant permettrait à la fois aux factions libanaise – dont le Hezbollah – de mettre en exploitation les gisements gaziers *offshores* situés au large du Liban, mais surtout à Israël d'exploiter à plein régime ses propres gisements *offshores* qui lui garantiraient très rapidement l'indépendance énergétique et des revenus substantiels liés à l'exportation du gaz. Comme les Iraniens et les Israéliens ont les moyens de détruire mutuellement leurs infrastructures gazières au Levant, s'ils veulent en profiter, ils n'ont d'autre choix que de s'entendre ou, à défaut, de s'ignorer.

(15) Pour une démonstration complète, cf. Pierre RAZOUX, « Iran-Israël : les meilleurs ennemis du monde ? », *Politique internationale*, n°158, fév. 2018.

## Les enjeux énergétiques en Méditerranée orientale



On comprend dès lors pourquoi l'Iran et Israël mettent en place progressivement une stratégie de dissuasion réciproque pour figer leurs zones respectives d'influence et d'intérêt, de manière à s'assurer que l'autre ne la contestera pas, tout particulièrement au sud de la Syrie et du Liban. Dans cette logique, les Israéliens peuvent compter sur une dissuasion classique basée sur leur arsenal nucléaire et leur aviation ultra-perfectionnée, tandis que les Iraniens misent sur une dissuasion asymétrique qui repose sur le Hezbollah et sur leur arsenal de missiles balistiques équipés de têtes conventionnelles, raison pour laquelle ils refusent avec acharnement d'en faire un élément de négociation. Même les acteurs globaux auraient tout à perdre à une conflagration régionale majeure, à l'heure où leur attention se porte davantage vers d'autres parties du monde (Asie, Pacifique, Afrique, Europe orientale) et où tous ont intérêt à stabiliser le Moyen-Orient.

De fait, deux grandes options s'offrent à l'ensemble des protagonistes : la menace et l'endigement ou bien le dialogue et l'engagement. Le président Donald Trump et les monarques du Golfe ont manifestement choisi la première option, refusant toute idée de négociation avec l'Iran et ses affidés. Les plus cyniques pourraient être tentés de penser que cette option sert les intérêts des industriels de l'armement, qu'ils soient occidentaux, russes ou chinois, puisqu'elle implique une poursuite de la course aux armements permettant de stabiliser la région par un équilibre de la terreur, laissant planer le spectre de destructions massives. Cette option d'endigement,

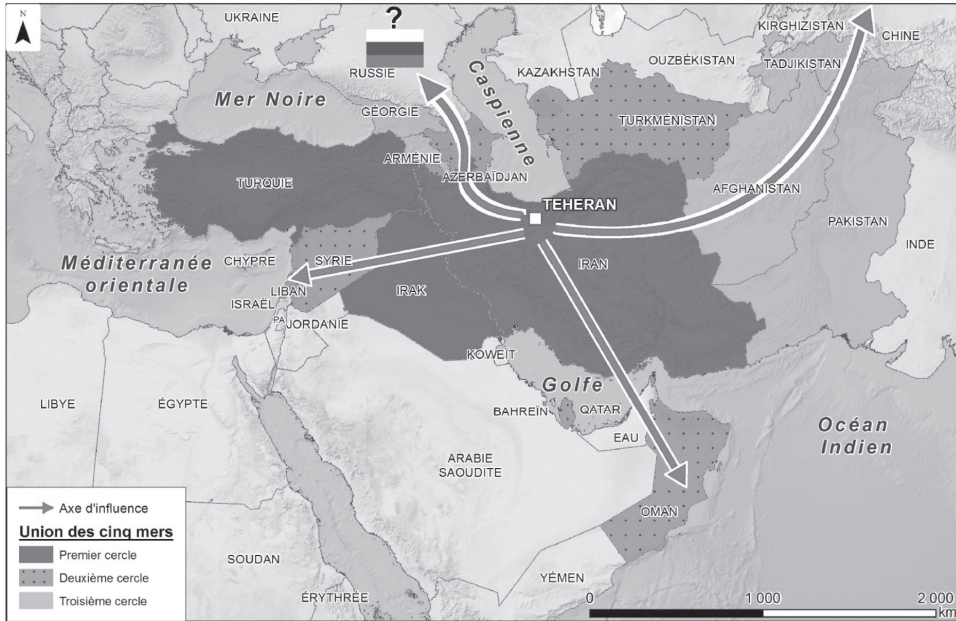
risquée, ne tient que si elle permet d'éviter un embrasement généralisé duquel les principaux acteurs ressortiraient perdants. Or, plus ces acteurs disposent d'un arsenal pléthorique et sophistiqués, plus les risques de dérapage sont élevés.

Une seconde option, moins risquée, plus raisonnable, mais plus difficile à faire admettre à certains dirigeants locaux, reste celle du dialogue et de l'engagement diplomatique. C'est celle qu'a soutenue Barack Obama pendant ses deux mandats et qui a permis la conclusion de l'accord sur le dossier nucléaire iranien de juillet 2015. Cette option, qui s'appuie essentiellement sur les acteurs non arabes de la région (Turquie, Iran, Russie), panique les monarchies du Golfe et Israël, qui s'en sentent écartés. C'est certainement l'une des raisons qui explique leur hostilité à toute solution négociée, car ces pays craignent de se retrouver marginalisés. À l'inverse, cette option d'engagement diplomatique satisfait le jeu régional actuel de l'Iran qui cherche à sécuriser ses gains géopolitiques (en Iraq, en Syrie et au Liban), de la Turquie qui cherche à sortir de son isolement créé par la politique pan-ottomane de Recep Tayyip Erdogan, de la Russie qui cherche à s'imposer comme un acteur incontournable du jeu régional, mais aussi du Qatar et du sultanat d'Oman, plus ou moins ostracisés par la nouvelle dynastie salmanite et ses soutiens aux EAU.

C'est la raison pour laquelle l'Iran pousse discrètement son projet d'Union des cinq mers (Caspienne, mer Noire, Méditerranée, Golfe et océan Indien), lequel lui donnerait l'opportunité de créer à son avantage un espace régional de sécurité et de coopération qui lui permette d'ignorer – et si possible de marginaliser – ses principaux adversaires arabes. Le cœur de cet ensemble serait formé de l'Iran, de l'Iraq et de la Turquie et aurait vocation à s'étendre à la Syrie, au Liban, au Qatar, à Oman, à l'Azerbaïdjan et au Turkménistan, puis à long terme aux autres pays caucasiens, au Pakistan et au Tadjikistan, pour créer un corridor direct en direction de la Chine, le long de l'un des axes terrestres du projet chinois de nouvelles routes de la soie (OBOR).



### L'union des cinq mers : la vision iranienne d'un espace régional de sécurité et de coopération



Ce projet d'Union des cinq mers, qui n'est pas sans rappeler le concept persan de « mer du Haut » (Caspienne) et de « mer du Bas » (Golfe) développé par Darius le Grand et repris depuis par les principales dynasties impériales, témoigne de l'évolution nationaliste de l'Iran. Il présente toutefois plusieurs faiblesses. Tout d'abord, il ne précise pas quel statut accorder à la Russie, partenaire pourtant stratégique de Téhéran. Ensuite, il rejette les Etats-Unis et ignore à la fois la Chine et l'Union européenne, qui ont pourtant des intérêts majeurs dans la région. Enfin, il se désintéresse des principales monarchies du Golfe, alors même que l'intérêt majeur d'un projet de sécurité et de coopération régionale – quel qu'il soit – est d'être inclusif et de promouvoir le dialogue et la transparence, afin d'apaiser les tensions et créer progressivement les conditions d'un minimum de confiance réciproque, à l'instar du Téléphone rouge et du Processus d'Helsinki, lequel a abouti à la fin de la Guerre froide en Europe.

POUR UNE CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION  
DANS LE GOLFE (CSCG)

Une autre approche visant à accroître la sécurité globale dans la région du Golfe est possible. Résolument inclusive, elle pourrait s'inspirer de ce que fut la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) au tournant des années 1970-1980, qui contribua à apaiser les tensions entre l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie au plus fort de la seconde Guerre froide (1978-1985) (16). Une telle initiative, qui pourrait prendre le nom de Conférence sur la sécurité et la coopération dans le Golfe (CSCG) (17), viserait à réunir dans un même cadre informel l'Iran, l'Iraq et les six monarchies du CCG. Son but serait de créer les conditions d'un dialogue permanent entre la rive sud du Golfe (CCG) et sa rive nord (Iran et Iraq).

**Cœur du projet de conférence sur la sécurité et la coopération dans le Golfe  
(CSCG)**



Cette CSCG pourrait se fonder sur huit des mêmes principes qui ont assuré en son temps le succès de la CSCE : égalité des Etats et respect des droits inhérents à leur souveraineté ; non-recours à la menace ou à l'emploi de la force ; inviolabilité des frontières ; respect de l'intégrité

(16) Victime de son succès, la CSCE s'est transformée en organisation internationale (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en 1994, avec son siège à Vienne.

(17) Avec pour avantage d'avoir le même acronyme en français et en anglais !



territoriale des Etats ; règlement pacifique des différends ; non-intervention dans les affaires intérieures ; coopération entre les Etats ; exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international (par exemple s'agissant de l'accord JCPOA (18) sur le dossier nucléaire iranien). Seuls deux principes initiaux de la CSCE pourraient poser problèmes aux dirigeants des huit Etats fondateurs de cette CSCG : le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; les droits des peuples à l'autodétermination. Libre à ces dirigeants de les écarter s'ils en étaient tous d'accord, pour les remplacer par d'autres principes, plus en phase avec leur philosophie religieuse ou politique, tant que ceux-ci ne remettent pas en cause les fondements même de cette initiative. Un secrétariat permanent pourrait être établi à Mascate, le sultanat d'Oman ayant toujours fait valoir sa posture de bienveillante neutralité au sein du Golfe. Le Qatar, s'il devenait progressivement un émirat non aligné protégé par les Occidentaux, se tenant à égale distance de Riyad et de Téhéran, pourrait également accueillir un organe dérivé de cette CSCG. Une fois le principe de cette conférence accepté, celle-ci pourrait servir de cadre de référence à d'autres traités régionaux visant la surveillance mutuelle (Ciel ouvert), le contrôle puis la réduction des arsenaux (à l'instar du Traité sur les forces conventionnelles en Europe) à travers des outils de transparence (présence d'observateurs étrangers lors de manœuvres militaires, régime déclaratoire d'acquisition d'armement, survols de zones frontalières, inspection de sites mutuellement agréés). Par la suite, le noyau fondateur de cette CSCG pourrait être étendu en deux vagues successives à d'autres Etats mitoyens tout aussi concernés par la sécurité collective dans cette région du Golfe, soit en tant que membres, soit en tant qu'Etats observateurs ou partenaires.

(18) *Joint Comprehensive Plan of Action*, 14 juil. 2015.

### Projet de conférence sur la sécurité et la coopération dans le Golfe (CSCG)



Un premier élargissement pourrait viser quatre Etats entretenant des liens privilégiés avec l'un ou l'autre des acteurs majeurs : Afghanistan et Turkménistan pour l'Iran ; Yémen et Jordanie pour l'Arabie saoudite. Un deuxième élargissement pourrait inclure la Turquie, la Syrie, le Liban et les trois pays du Sud Caucase. Une fois la question palestinienne réglée et un dialogue bilatéral rétabli avec Téhéran, Israël pourrait rejoindre cet ensemble stratégique avec l'Egypte, pour le plus grand intérêt de tous. Bien sûr, cette vision peut paraître naïve à certains, à l'instar de ceux qui critiquèrent à l'époque le Processus d'Helsinki. Pourtant, force est de constater que la CSCE a joué un rôle indéniable pour éviter que l'irréparable ne survienne en Europe, dans un contexte autrement plus dangereux que celui qui caractérise aujourd'hui le Moyen-Orient.

Au fond, la principale difficulté de ce projet de CSCG pourrait être bien davantage les réticences des acteurs globaux (Etats-Unis, Chine, Russie et Union européenne) craignant de ne pas y être associés, que les arguments des acteurs régionaux, qui auraient tout à y gagner. Comment imaginer en effet qu'Américains et Russes acceptent d'être laissés de côté d'une architecture qui répond à leur intérêt réciproque de stabilisation du Moyen-Orient ? Et si les Etats-Unis et la Russie y sont associés, sous un statut ou un autre, comment ne pas impliquer la Chine et l'Union européenne ?

## POUR CONCLURE, QUEL RÔLE POUR LA FRANCE ?

Puisque le président français Emmanuel Macron clame sa volonté de réorienter la politique étrangère française au Moyen-Orient dans un sens plus équilibré, parlant avec tous les acteurs régionaux de manière à apparaître comme un intermédiaire crédible, pourquoi ne s'attellerait-il pas à la promotion de ce projet de CSCG ? La France aurait tout à y gagner et pas grand-chose à perdre. Peut-être agacerait-elle la famille régnante saoudienne – et dans une moindre mesure les dirigeants émiratis –, mais celle-ci ne fait-elle pas désormais davantage partie du problème que de la solution ?

Pour cela, la France devrait s'interroger sur le bilan réel de la diplomatie du carnet de chèques qui a prévalu ces dernières années et qui est loin d'avoir apporté les résultats escomptés avec l'Arabie saoudite et les EAU, même si ceux-ci ont financé une partie des achats d'armements égyptiens. L'Élysée devrait surtout montrer à l'Iran, redevenu pôle régional de stabilité, qu'il se tient prêt à dialoguer avec Téhéran sur un mode pragmatique dénué d'arrière-pensées idéologiques. Et quoi de mieux pour y parvenir que d'effectuer une visite présidentielle à Téhéran pour témoigner au peuple iranien du respect et de la reconnaissance internationale que celui-ci attend depuis des décennies ? Car, aussi paradoxal que cela puisse paraître, aucun chef d'État français en exercice ne s'est jamais rendu dans la capitale persane, pas même l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, qui témoignait pourtant une affection sincère pour le Chah. Les réconciliations fructueuses ne sont-elles pas l'apanage des grands hommes d'État ? Peut-être les industriels français de l'armement y perdraient quelques contrats – bien que cela ne soit pas prouvé car les monarques du Golfe savent en général où se trouve leur intérêt –, mais la France y gagnerait certainement en influence et en sécurité.